



## “Indiquer la direction du vent au moment où il souffle”

**Vous écrivez que la Note a pour objet « d'escorter » les travaux du DEPS...**

L'idée est de capitaliser chaque année, à chaud, des données permettant de comprendre le chemin suivi par les collectivités territoriales du point de vue de leur engagement pour la culture. Donc de disposer d'un instrument relativement léger qui indique la direction du vent au moment où il souffle. Notre regard se veut le plus actuel possible à un moment où, empiriquement, on perçoit des changements très rapides – et parfois erratiques – de comportement entre les différents niveaux de collectivités mais aussi à l'intérieur de chacun d'eux.

**La Note s'engage à prendre la mesure de l'engagement des intercommunalités... Pourquoi est-ce important ?**

Pour notamment deux raisons. D'une part, l'analyse des budgets culturels des Villes est de plus en plus difficile à isoler à cause des transferts vers les intercommunalités. D'autre part, les EPCI prennent une place mécaniquement croissante dans les financements culturels. Il serait intéressant que l'ensemble des collectivités puisse prendre la mesure de ce mouvement. Le DEPS indique dans sa dernière étude nationale que l'engagement culturel des intercommunalités s'élevait déjà à 1,7 milliards d'euros en 2014. Un effort impressionnant et en croissance très rapide (+26% depuis 2010) qui se fait forcément “au détriment” des

Villes, même si celles-ci restent de loin les premiers financeurs en matière culturelle.

Pour autant, l'engagement culturel des intercommunalités suit des configurations très variées selon les territoires. Ici, cela fonctionne très bien grâce à un effort pédagogique et à une véritable volonté de politique culturelle globale. Ailleurs, l'intercommunalité culturelle s'en tient à la pure et simple gestion d'équipements culturels. Entre ces deux cas de figure, on trouve une myriade de situations. La Note essaie de dire deux choses. D'abord, nous avons conscience que, pour gagner en pertinence, nous devons travailler à l'observation de la dynamique des EPCI. Ensuite, aujourd'hui, il est difficile de la penser sans chercher à travailler l'articulation entre territoire de vie, territoire de projet et territoire institutionnel. Comment articuler ces trois problématiques ? La culture est une ressource de premier choix à cet égard. Pourtant la marge de progression des intercommunalités pour renforcer le sens de leur action culturelle est encore grande...

De surcroît, la question du développement et de l'accompagnement de l'intercommunalité culturelle se pose à la fois au niveau des départements, des régions et des DRAC afin que puisse se mettre en place les stratégies convergentes nécessaires.

**Les intercommunalités ne souffrent-elles pas d'un manque de légitimité politique ?**

Au début, la difficulté de penser la convergence conduisait les élu.e.s intercommunaux à rester essentiellement les représentants de leurs communes. Avec aussi une



Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques publiques, revient sur l'esprit qui

préside à l'initiative, inédite, de publier annuellement un baromètre des financements culturels des collectivités territoriales. Et souligne en particulier de l'importance d'y inclure, pour l'année prochaine, les chiffres des intercommunalités.



DEPUIS ENVIRON UNE DÉCENNIE, DES COUPS ONT ÉTÉ PORTÉS À L'EFFORT EN FAVEUR DE LA CULTURE ET LES ÉVOLUTIONS SONT DE PLUS EN PLUS RAPIDES ET DISPARATES. CES TENDANCES OBLIGENT À METTRE EN PLACE DES OUTILS PLUS PRÉCIS POUR QUE LES COLLECTIVITÉS PUISSENT SE SITUER DANS LE CONTEXTE GLOBAL.

réticence parfois irrationnelle alors que la loi leur permet de choisir ce qu'ils souhaitent confier à l'EPCI. Il y a derrière ce constat un enjeu de formation, d'information et de sensibilisation à poursuivre, notamment en se confrontant à des territoires où l'intercommunalité culturelle fonctionne bien.

#### **Les politiques culturelles des métropoles son « embryonnaires » et « inégales »...**

Pour ce qui est de la place de la culture dans l'ensemble des métropoles – dont plusieurs sont d'anciennes communautés d'agglomération –, le paysage est contrasté. Certaines sont allées relativement loin ou ont avancé de manière très méthodique en matière d'intégration des politiques culturelles. Par exemple Annecy, Brest, Amiens, Rennes, Clermont ou encore Montpellier... D'autres fonctionnent sur une base minimale, avec une prise de compétence sur quelques événements ou équipements. Mais elles sont rares à mener une politique culturelle cohérente et, plus encore, globale.

#### **Une politique métropolitaine ne doit-elle pas apporter autre chose...**

En effet, l'intercommunalité peut et devrait être l'endroit de l'invention de nouvelles politiques publiques, fondée sur la recherche de dynamiques plus interactives. L'EAC, par exemple, constituerait un domaine intéressant de politique transversale au bénéfice des tous les enfants et les jeunes d'un même territoire intercommunal. On dispose de bien peu d'exemples de démarche de ce type aujourd'hui. Il faut, à mon sens, profiter de ce passage induit par la réforme territoriale pour réfléchir à l'invention d'une politique plus transversale et davantage en phase avec les mutations de notre époque. Par exemple sur la question du numérique et des jeunes ou encore sur celle des pratiques artistiques et culturelles des habitants. Ces thématiques transversales gagneraient à être structurées à l'échelle

communautaire à condition que les services eux-mêmes travaillent dans cet esprit de transversalité.

#### **Quels sont les principaux enseignements de la Note de conjoncture 2016-2018 ?**

Depuis environ une décennie, des coups ont été portés à l'effort en faveur de la culture et les évolutions sont de plus en plus rapides et disparates. Ces tendances obligent à mettre en place des outils plus précis pour que les collectivités puissent se situer dans le contexte global. On avait par exemple bien mesuré le désengagement des départements à partir de 2008. On relève aujourd'hui que près de la moitié d'entre eux (dans notre échantillon de 49 départements) accroissent leur budgets culturels. Ce regain d'intérêt interroge. Pourquoi certaines collectivités y reviennent ? Sans doute parce que la culture apparaît comme un levier incontournable pour fabriquer les territoires et dynamiser le lien social.

Pour les régions, 2016 aura été une année de transition et souvent de baisse, mais en 2017 on mesure une réactivation de leurs moyens alloués à la culture. Un signe intéressant, car nous comptons beaucoup sur elles pour assumer un rôle de coordination entre collectivités et acteurs.

Le principal enseignement ? L'accélération de la crise des finances publiques a également nourri une perte d'ambition politique quant aux compétences non obligatoires comme la culture, ce qui fragilise ce domaine et génère des écarts importants entre collectivités. On constate par ailleurs un certain doute quant à l'efficacité et l'utilité des politiques culturelles à l'heure où Internet et le marché proposent aussi une certaine offre culturelle. D'où la nécessité de réactiver la conscience de l'importance de la culture indépendante pour faire société. La Note témoigne d'un certain frémissement en ce sens.

*Propos recueillis  
par Vincent Rouillon*